

Questions orales

L'hon. Jean Chrétien (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Madame le Président, j'estime que la conférence a été une réussite. Nous avons un ordre du jour dont nous avons pu nous acquitter très facilement. Il est certain que nous connaissons les divers problèmes qui se posent à l'industrie minière et que nous en avons parlé mais, essentiellement, le remède aux problèmes actuels de l'industrie minière canadienne, c'est l'amélioration des marchés. Tout le monde estime, à cause de la reprise actuelle qui se manifeste dans le monde occidental, que les perspectives de l'industrie minière sont meilleures qu'il y a un an.

LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. F. Oberle (Prince George-Peace River): Madame le Président, il y a quelques problèmes majeurs qui se posent à l'industrie minière: d'abord, la pratique gouvernementale actuelle qui consiste à accorder des subventions à des entreprises en difficulté, ce qui a pour résultat que certaines autres usines financent leur propre trépas. Il y a un autre problème grave qui vient de l'intention du gouvernement d'assujettir à l'impôt les bénéfiques du grand Nord. Le ministre a été interrogé sur ces deux questions. Quelle réponse a-t-il donnée aux ministres provinciaux des industries minière et forestière, quant à un nouveau régime fiscal d'une part qui permettrait à ces industries de rester compétitives à l'échelle mondiale, et quant à un régime qui permettrait à nouveau aux bénéfiques réalisés dans le grand Nord de ne pas subir les rigueurs du fisc fédéral?

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Madame le Président, cette question a été discutée et elle est entre les mains du ministre des Finances. Ce dernier a prolongé les bénéfiques pour une autre année, et le problème ne se posera pas avant 1984. Alors le gouvernement est tout à fait au courant de cette situation. Nous en avons discuté brièvement, et le ministre des Finances qui avait décidé, il y a quelque temps, d'abolir ces bénéfiques les a prolongés jusqu'à l'an prochain. Est-ce qu'il changera ou non sa politique? J'ai pris les dispositions nécessaires pour informer le ministère des Finances des préoccupations de mes collègues provinciaux.

* * *

[Traduction]

LES PÊCHES

L'ABSENCE D'UN PROGRAMME DE RACHAT DU MATÉRIEL EN COLOMBIE-BRITANNIQUE

L'hon. John A. Fraser (Vancouver-Sud): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Pêches et des Océans, qui était présent à la Chambre tout à l'heure.

M. Nowlan: Il est parti à la pêche.

Une voix: Nous avons son secrétaire parlementaire.

Mme le Président: Le député veut-il poser sa question à un ministre suppléant?

M. Fraser: Madame le Président, je poserai la question au secrétaire parlementaire. La semaine dernière, le ministre a dit qu'il n'entendait pas avancer de fonds pour le lancement cet hiver d'un programme de rachat du matériel en Colombie-Britannique. Il a dit attendre que le conseil consultatif du ministre lui présente un rapport en novembre. Nous, sur la côte ouest, voudrions savoir s'il y aura cet hiver un programme de

rachat du matériel, ou si nous devons entreprendre notre troisième ou quatrième année d'attente.

M. Brian Tobin (secrétaire parlementaire du ministre des Pêches et des Océans): Madame le Président, comme le député l'a justement signalé, le ministre, lorsqu'il a répondu à cette question la semaine dernière, a bien dit qu'il voulait attendre les recommandations bien étayées du conseil consultatif. Il serait prématuré et quelque peu superflu et contradictoire de ma part de dire quand et quelle sorte de programme de rachat sera mis en œuvre, alors que le ministre a déjà dit il y a quelques jours qu'il préférerait consulter son conseil consultatif avant de faire toute autre déclaration à cet égard.

LE RETARD DANS L'ÉTABLISSEMENT DU PROGRAMME

L'hon. John A. Fraser (Vancouver-Sud): Une question supplémentaire, madame le Président. Le ministre et le secrétaire parlementaire savent qu'il n'y aura de programme de rachat cet hiver que si quelqu'un le finance. Il va falloir une avance de fonds publics, peu importe comment le programme sera financé plus tard. La question n'est pas réglée. Laissez tomber les détails. Nous voulons savoir s'il y aura un programme de rachat cet hiver ou s'il sera retardé encore de 12 mois, 18 mois ou deux ans? Ne pouvons-nous obtenir aucune réponse du gouvernement?

M. Brian Tobin (secrétaire parlementaire du ministre des Pêches et des Océans): Madame le Président, je sais que le député s'intéresse profondément et sincèrement au bien-être des pêcheurs de la côte ouest, et je tiens à lui assurer que le ministre, les fonctionnaires des Pêches et moi-même partageons ce souci et ce dévouement. Je lui demande de se montrer indulgent envers le ministre, le conseil consultatif de la côte ouest et les fonctionnaires, qui tous s'inquiètent autant que lui de ce problème et sont aussi pressés que lui d'y apporter une solution. Mais il faut plus de consultation, non pas pour le plaisir de consulter, mais pour s'assurer de bien suivre la filière.

* * *

● (1500)

LES AFFAIRES INDIENNES

LE GROUPE D'ÉTUDE DU LOGEMENT AU MANITOBA

M. John McDermid (Brampton-Georgetown): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. Comme je ne poserai qu'une seule question, je voudrais demander où en est la proposition visant à consacrer 1.3 million pour constituer un groupe d'étude chargé d'examiner les problèmes de logement des Indiens inscrits au Manitoba. Cette proposition émane d'un certain John Petrinka, selon qui ce programme doit profiter non seulement aux bandes indiennes et à leur population mais également au parti libéral du Canada. Peut-il nous dire où en est cette étude qui ne procurera pas un seul logement aux familles indiennes?

L'hon. John C. Munro (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Madame le Président, puis-je signaler au député que les études ne fournissent pas des résultats concrets tels que des maisons, mais elles font des recommandations dont le gouvernement s'inspire pour établir sa politique. Je me renseignerai pour savoir précisément où en sont ces recommandations.